PROCESSUS DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Présenté par : Nathalie Girard Direction générale secteur nord-est, Saguenay—Lac-Saint-Jean Services des orientations stratégiques et environnementales





PLAN DE LA PRÉSENTATION

- Règlement des différends de première instance (TLGIRT).
- Processus de règlement des différends de deuxième instance (MFFP-R02, MFFP Ministre).





- Art. 55 de la Loi de l'aménagement durable du territoire forestier mentionne entre autres :
 - Sa composition (TLGIRT) et son fonctionnement, y compris le règlement des différends relèvent des organismes compétents (Conférence régionale des préfets).
- Point 3.22 des règles de fonctionnement de la TLGIRT Saguenay énonce le processus de règlement des différends s'appliquant à la table.





DÉMARCHE

- Responsabilité de la table d'appliquer un processus de règlement des différends.
- Formation d'un comité de règlement des différends par le comité local de coordination :
 - Constitué d'au moins trois délégués;
 - Formé de façon à ce que toutes les parties soient équitablement représentées.

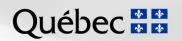




(DÉMARCHE SUITE)

- Un conciliateur chargé d'animer est nommé par les membres du comité local de coordination.
- Le comité de règlement des différends fait ses recommandations à l'intérieur de l'échéancier fixé par le comité local de coordination.
- Le comité soumet ses recommandations à l'approbation du comité de travail (TLGIRT).

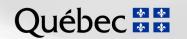




(DÉMARCHE SUITE)

- Les représentants locaux du MFFP sont encouragés à apporter leur contribution dans le but de trouver des solutions intégratrices en ayant recours à certains des intrants d'analyse.
- Au besoin les représentants locaux consulteront la directrice régionale des forêts ou toutes autres personnes qu'elle aura désignées.





(DÉMARCHE SUITE)

 Si le différend persiste suite au dépôt des recommandations du comité de règlement des différends.

ou

• ou au terme de l'échéancier fixé, c'est automatiquement le processus de deuxième instance qui s'enclenche, c'est-à-dire l'arbitrage par le ministre.

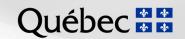




(DÉMARCHE)

 Une demande de règlement de différends de deuxième instance ne pourra être envisagée qu'à la condition d'avoir épuisé toutes les possibilités de règlement en première instance.





- La deuxième instance découle du paragraphe 4 de l'article 58 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier :
 - Le ministre tranche les différends qui surviennent au sein des TLGIRT en cas d'échec de la procédure de règlement de différends applicables.

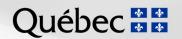




(DÉMARCHE)

 Seuls les différends qui apparaîtraient au cours de discussions qui s'inscrivent dans le processus menant à l'élaboration des plans d'aménagement forestier peuvent faire l'objet d'une demande de règlement en vertu de la présente démarche.





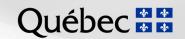
- Importance de faire la différence entre :
 - La participation du ministre au TLGIRT;
 - Le processus règlement de différends à la TLGIRT;
 - Le rôle que le ministre doit assumer en cas de différend non résolu.





- Le coordonnateur de l'organisme responsable doit adresser, par écrit, toutes demandes de règlement de différends au directeur général de la Direction générale du secteur nord-est.
 - Utiliser le formulaire de demande de règlement des différends.





- Le coordonnateur transmet au directeur général de la direction générale secteur nord-est le formulaire prévu à cet effet.
- Le directeur général procède à la formation d'un comité d'analyse régional pour recommandation d'un règlement.





- Le comité d'analyse se veut le plus indépendant possible des préoccupations faisant l'objet d'une demande de règlement.
- Composition du comité d'analyse régional :
 - Trois employés de la Direction de la gestion des forêts nommés par le directeur général;
 - Au besoin, un membre de la Direction générale dont l'expertise est nécessaire.





- Comité d'analyse régional
 - Documenter les problématiques soumises en regard des éléments tels :
 - ✓ SADF, RADF, PATP, PRDTP;
 - √ Orientations ministérielles;
 - √ le calcul de possibilité forestière;
 - √ la littérature scientifique et technique;
 - ✓ les avis d'experts externes ainsi que les avis provenant du personnel des unités centrales du MFFP.





- Comité d'analyse régional (suite)
 - Un représentant de l'unité de gestion présent à la table qui a déposé la demande.
 - ✓ Assistera en tout ou en partie aux sessions de travail du comité;
 - ✓ Ne participera pas à la rédaction des recommandations;
 - ✓ Si nécessaire, le comité rencontrera les personnes impliquées dans le différend.





- Le directeur général a la responsabilité d'approuver ou de refuser les recommandations du rapport produit par le comité d'analyse régional.
- Transmettre la décision qu'il aura prise au demandeur ayant eu recourt au processus de règlement des différends.





- Les contraintes de calendrier devront faire l'objet d'une préoccupation constante.
- Les recommandations que le comité d'analyse formulera pourraient d'ailleurs être influencées par le calendrier de préparation des plans d'aménagement.

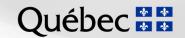




APPEL DE LA DÉCISION

 En cas désaccord avec la décision rendue par le directeur général, possibilité d'avoir recours à la politique ministérielle de la gestion des plaintes.





APPEL DE LA DÉCISION

M. Démosthène Blasi

Responsable de la gestion des plaintes

Direction du bureau du sous-ministre et du secrétariat

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

5700, 4^e Avenue Ouest, A-413

Québec (Québec) G1H 6R1

Téléphone: 418 627-6370

Sans frais: 1855 279-9 157

Télécopieur: 418 634-3352

Courriel: plaintes@mffp.gouv.qc.ca



